

biennal en cours et que la durée totale de la période sur laquelle portent les engagements imputés à cette fin sur les ressources de l'exercice biennal en cours ne dépasse pas vingt-quatre mois de travail d'expert;

b) Les engagements concernant les bourses de perfectionnement contractés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce qu'ils soient réglés, à condition que le boursier intéressé ait été désigné par le gouvernement qui demande la bourse et accepté par l'Organisation et qu'une lettre officielle d'attribution de bourse ait été adressée audit gouvernement;

c) Les engagements concernant les marchés ou les commandes de fournitures ou de matériel comptabilisés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce que le montant en ait été payé à l'adjudicataire ou au vendeur, à moins qu'ils ne soient annulés;

5. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 de la présente résolution, un prélèvement de 29 500 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour chacune des années de l'exercice biennal 1988-1989 pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque destinés à la Bibliothèque du Palais des Nations et pour les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui régissent celui-ci.

84^e séance plénière
21 décembre 1989

B

MONTANT DÉFINITIF DES RECETTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1988-1989 :

1. Les prévisions de recettes d'un montant de 344 443 300 dollars des Etats-Unis, qu'elle avait approuvées par sa résolution 43/218 B du 21 décembre 1988, sont réduites de 19 597 800 dollars, cette réduction correspondant au total des diminutions indiquées ci-après :

	Montants approuvés dans la résolution 43/218 B	Majorations ou (diminutions)	Montant définitif des recettes approuvées
<i>Chapitres des recettes</i>			
<i>(En dollars des Etats-Unis)</i>			
TITRE PREMIER. — Recettes provenant des contributions du personnel			
1 ^{er} . Recettes provenant des contributions du personnel	267 581 500	(7 772 500)	259 809 000
TOTAL, TITRE PREMIER	267 581 500	(7 772 500)	259 809 000
TITRE II. — Autres recettes			
2. Recettes générales	63 035 200	(7 800 200)	55 235 000
3. Activités productrices de recettes	13 826 600	(4 025 100)	9 801 500
TOTAL, TITRE II	76 861 800	(11 825 300)	65 036 500
TOTAL GÉNÉRAL	344 443 300	(19 597 800)	324 845 500

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955;

3. Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, aux services destinés aux visiteurs, aux restaurants et services annexes, à l'exploitation des garages, aux services de télévision et à la vente des publications, pour lesquelles il n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités.

84^e séance plénière
21 décembre 1989

44/194. Planification des programmes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 31/93 du 14 décembre 1976, 32/197 du 20 décembre 1977, 37/234 du 21 décembre 1982, 38/227 A et B du 20 décembre 1983, 41/213 du 19 décembre 1986, 42/215 du 21 décembre 1987 et 43/219 du 21 décembre 1988,

Rappelant également les résolutions 2008 (LX) et 1988/77 du Conseil économique et social, en date des 14 mai 1976 et 29 juillet 1988, et prenant note des résolu-

tions du Conseil 1989/97 du 26 juillet 1989, 1989/109 du 27 juillet 1989 et 1989/114 du 28 juillet 1989,

Ayant examiné le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa vingt-neuvième session⁶⁴ et les parties pertinentes du rapport du Conseil économique et social pour l'année 1989⁶⁵,

Ayant examiné également les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶⁶,

⁶⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément n° 16 (A/44/16).

⁶⁵ Ibid., Supplément n° 3 (A/44/3/Rev.1).

⁶⁶ Ibid., Supplément n° 7 (A/44/7) et *ibid.*, Supplément n° 7A (A/44/7/Add.1 à 8).

Ayant examiné en outre les rapports du Secrétaire général relatifs aux divers aspects de l'établissement des priorités dans les prochains plans généraux du projet de budget-programme⁶⁷, aux états des incidences sur le budget-programme⁶⁸ et au contrôle, à l'évaluation et à l'information de gestion⁶⁹,

Réaffirmant l'importance d'un processus approprié de consultation entre organes techniques, sectoriels et régionaux sur le processus de planification, de programmation et de budgétisation,

Réaffirmant également l'importance de l'établissement des priorités en tant que partie intégrante du processus de planification, de programmation et de budgétisation,

Soulignant l'importance d'une méthode fiable pour le contrôle de l'exécution des programmes,

Soulignant l'importance de l'évaluation pour déterminer de manière systématique et objective l'utilité, l'efficacité, la productivité et l'impact des programmes et des activités par rapport à leurs objectifs,

Considérant que la coordination devrait viser à améliorer la compatibilité et la complémentarité des activités et programmes des organismes des Nations Unies,

Considérant également le rôle de coordination que joue le Conseil économique et social dans les secteurs économique et social,

Réaffirmant l'importance des fonctions de programmation et de coordination qu'exerce à l'Organisation des Nations Unies le Comité du programme et de la coordination, en sa qualité de principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social pour ce qui est de la planification, de la programmation et de la coordination,

Notant le rôle de coordination que joue le Comité administratif de coordination au niveau des secrétariats,

Réaffirmant à cet égard le rôle qui incombe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en tant que président du Comité administratif de coordination, dans la coordination des activités des organismes des Nations Unies,

Tenant compte des commentaires et observations faits à la Cinquième Commission au sujet de la planification des programmes,

I

RÔLE DES ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

1. *Approuve* les recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination au sujet de la procédure de consultation pour l'établissement du projet de budget-programme⁷⁰;

2. *Prend acte* des observations faites par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet de l'étendue de la participation des organes spécialisés au processus de planification et de programmation⁷¹;

3. *Invite* le Comité du programme et de la coordination et le Comité des conférences à prendre, dans le cadre de leurs mandats respectifs, les mesures voulues pour aider

les organes techniques, sectoriels et régionaux à jouer un rôle plus efficace dans le processus de planification, de programmation et de budgétisation, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

4. *Invite également* les organes intergouvernementaux techniques, sectoriels et régionaux à examiner, en temps voulu, les avant-projets de plan à moyen terme et de budget-programme dans leur domaine de compétence, afin que le Secrétaire général puisse tenir compte de leurs recommandations lorsqu'il élabore les projets de plan à moyen terme et de budget-programme;

5. *Prie* le Secrétaire général de donner les conseils nécessaires aux organes et organismes visés aux paragraphes 3 et 4 de la présente section, afin qu'ils puissent s'acquitter avec efficacité des tâches qui leur sont confiées dans la présente résolution;

II

PRIORITÉS

1. *Approuve* les conclusions et recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination au sujet de l'établissement des priorités dans les prochains plans généraux du projet de budget-programme⁷²;

2. *Prend acte* des observations correspondantes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷³;

3. *Prie* tous les organes et entités compétents de continuer à tout faire pour établir et appliquer les priorités conformément au règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

4. *Prie* le Comité du programme et de la coordination d'achever à sa trentième session l'examen du rapport du Secrétaire général sur les divers aspects de l'établissement des priorités dans les prochains plans généraux du projet de budget-programme⁶⁷, notamment en ce qui concerne la corrélation entre priorités et fonds extra-budgétaires et en tenant compte des observations formulées à cet égard par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷⁴, et de présenter des recommandations à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session.

III

CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer à améliorer la méthode de contrôle de l'exécution des programmes et d'établissement des rapports y relatifs afin de pouvoir déterminer plus sûrement les taux d'exécution des programmes et mieux faire la comparaison entre l'exécution du produit final et les engagements définis dans les textes explicatifs des programmes du budget-programme approuvé;

2. *Prie également* le Secrétaire général de mettre au point une méthode pour harmoniser les rapports sur l'exécution des programmes et l'exécution du budget;

⁶⁷ A/44/272.

⁶⁸ A/44/234.

⁶⁹ A/44/233.

⁷⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément n° 16 (A/44/16), par. 48.

⁷¹ Ibid., Supplément n° 7 (A/44/7), par. 63 à 72.

⁷² Ibid., Supplément n° 16 (A/44/16), par. 271 à 275.

⁷³ Ibid., Supplément n° 7 (A/44/7), par. 92 à 97.

⁷⁴ Ibid., par. 85.

IV

EVALUATION

1. *Approuve* les conclusions et recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination au sujet de l'évaluation⁷⁵;

2. *Se félicite* des efforts déployés par le Secrétariat pour affiner la méthode d'évaluation, souligne la nécessité de l'améliorer encore et invite instamment le Secrétariat à adopter une approche plus qualitative dans ses analyses d'évaluation chaque fois que des considérations concernant les programmes le justifient;

3. *Souligne* l'importance de l'auto-évaluation en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution du plan à moyen terme et des programmes inscrits au budget-programme;

4. *Renouvelle la demande* qu'elle a faite au Secrétaire général, au paragraphe 8 de la section III de sa résolution 43/219, de faire en sorte que les rapports sur l'exécution des programmes et sur les évaluations ainsi que les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination concernant lesdits rapports, approuvées par l'Assemblée générale, soient présentés aux organes intergouvernementaux et aux organes spécialisés compétents de façon qu'il y soit donné suite;

V

QUESTIONS DE COORDINATION

1. *Approuve* les conclusions et recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination au sujet de la coordination⁷⁶.

2. *Prie* le Comité administratif de coordination de modifier sensiblement la présentation et la teneur de son rapport d'ensemble annuel conformément aux conclusions et recommandations pertinentes du Comité du programme et de la coordination;

3. *Invite* le Conseil économique et social et le Comité du programme et de la coordination à améliorer les modalités d'examen du rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination, conformément à leurs mandats respectifs;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter le rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1989 au Comité du programme et de la coordination à sa trentième session et au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1990 et de le lui soumettre ensuite à sa quarante-cinquième session, accompagné des conclusions et recommandations y relatives de ces organes, conformément à l'usage;

5. *Invite* le Comité du programme et de la coordination et le Comité administratif de coordination à examiner de manière approfondie à leur réunion commune de 1990 toutes les mesures visant à améliorer l'efficacité des réunions communes, notamment leur structure et le niveau de participation;

⁷⁵ *Ibid.*, Supplément n° 16 (A/44/16), par. 286, 288 à 290, 292 à 297, 299 à 307, 314 et 316 à 320.

⁷⁶ *Ibid.*, par. 325 à 331, 333, 335 à 340, 344 à 352, 357 à 361 et 364 à 368.

VI

EXÉCUTION

Prie le Secrétaire général de faire appliquer pleinement toutes les dispositions du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

VII

AUTRES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Approuve les autres conclusions et recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-neuvième session⁶⁴ qu'elle n'a pas approuvées par ailleurs au cours de sa quarante-quatrième session.

84^e séance plénière
21 décembre 1989

44/195. Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies et crise financière de l'Organisation

A

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier les dispositions de l'Article 17,

Rappelant également ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986, 42/211 et 42/212 du 21 décembre 1987 et 43/215 du 21 décembre 1988,

Vivement préoccupée par la crise financière actuelle qui menace la solvabilité, la stabilité et l'œuvre de l'Organisation,

Réaffirmant la nécessité d'asseoir les finances de l'Organisation sur des bases fermes, sûres et stables, conformément à la Charte,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la crise financière actuelle de l'Organisation⁷⁷ et du rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷⁸,

Prenant acte également des vues que les Etats Membres ont exprimées à la Cinquième Commission au sujet de la situation financière et en particulier de la crise financière actuelle de l'Organisation,

1. *Réaffirme* que tous les Etats Membres sont légalement tenus, en vertu de la Charte des Nations Unies, de supporter les dépenses de l'Organisation selon la répartition fixée par l'Assemblée générale;

2. *Demande instamment* à tous les Etats Membres de verser intégralement et ponctuellement leurs quotes-parts, conformément à l'article 5.4 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Demande* aux Etats Membres qui sont en retard dans le versement de leurs quotes-parts de ne ménager aucun effort pour payer leurs contributions non acquittées;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à suivre la situation financière de l'Organisation et d'en tenir informés le Président de l'Assemblée générale et les présidents des

⁷⁷ A/44/857.

⁷⁸ A/44/873.